

HABITAT PERMANENT

Il faut prendre le temps de la concertation

Depuis des semaines, associations, pouvoirs locaux, parlementaires et Conseil Supérieur du Logement tirent la sonnette d'alarme sur le projet actualisant le « plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques de Wallonie ». Sourde à tous ces appels, la ministre des Affaires sociales entend faire passer son projet en force au gouvernement wallon ce jeudi 28 avril. Le MOC souhaite que cette décision soit reportée afin de donner du temps à une réelle concertation de tous les acteurs pour préciser, notamment, la réelle finalité du projet.

Car s'il est épais d'une dizaine de pages, le projet de Plan Habitat Permanent (HP), actualisé par Éliane Tillieux, reste flou sur sa réelle finalité. Vise-t-il à améliorer les conditions de vie et de logement des personnes résidant dans les campings et les zones de loisirs, ou est-il surtout destiné à enrayer le phénomène pour remédier, notamment, aux infractions urbanistiques? Pour le MOC, la dimension sociale du logement doit être la colonne vertébrale de toutes dispositions du plan HP, et le choix libre et volontaire des habitants doit être pris en compte.

Proposer des recommandations réalistes et quantifiées

Le projet d'Éliane Tillieux comporte 71 recommandations. Ce nombre est à peu près le seul élément chiffré de la note ! Ce plan ne peut être adopté sans que la mesure en termes d'objectifs et d'impact financier n'ait été prise. Car si, comme la ministre le nomme dans sa note, le nœud du problème est bien le manque de logements décentes accessibles à tous, les propositions empêchant aujourd'hui et demain à des personnes de construire un cadre de vie dans un habitat permanent engendreront inexorablement une augmentation des situations de grande précarité. Il est, dès lors, complètement irréaliste et contreproductif de fermer toutes possibilités de trouver des alternatives au logement traditionnel.

La concertation reste incontournable

En décembre 2009, la ministre s'était donné une année supplémentaire pour évaluer le plan HP et proposer son actualisation. La volonté était d'agir dans la sérénité et en concertation. Fin 2010, ce ne sont finalement que quelques rencontres entre les acteurs politiques et l'administration qui ont abouti à ces recommandations. La concertation qui est au centre du processus HP, y compris dans son aspect d'évaluation, s'avère problématique : manque de coordination du comité de pilotage, manque de soutien aux antennes sociales, manque d'échanges entre acteurs, sous-représentation des résidents dans les lieux de concertation.

Il n'est pas trop tard pour améliorer ce plan...

Si Éliane Tillieux souhaite agir en représentante politique responsable, elle ne pourra que proposer le report de son projet afin d'améliorer le Plan sur base de propositions concertées avec l'ensemble des acteurs, en ce compris les habitants.

Communiqué de presse